

Annales

* Concours de puéricultrice territorial

Session 2001

Épreuve écrite

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale
29 bd Anatole France - BP 322
90006 BELFORT CEDEX
Tél : 03-84-57-65-65
Fax : 03-84-57-65-66
Site Internet : www.cdg90.fr



*** Rédaction d'un rapport**

- **Sujet 2001**

Puéricultrice territoriale

Rédaction d'un rapport

Coefficient **1** – Durée : **3 heures**

SUJET

Puéricultrice, vous êtes nommée directrice d'un établissement municipal multi-accueil d'une capacité de 20 places :

- ✓ 15 places de crèche pour des enfants de 2 mois ½ à 3 ans,
- ✓ 5 places de halte-garderie pour des enfants de 2 mois ½ à 5 ans révolus.

Il vous est demandé :

En vous appuyant sur les documents suivants, relatifs à la législation en vigueur :

1. Composez votre équipe de travail et définissez votre rôle ainsi que celui de chaque membre de votre équipe,
2. Expliquez au personnel le déroulement d'une journée dans la structure en insistant :
 - d'une part sur les temps forts de celle-ci,
 - d'autre part sur vos exigences en matière de compétences professionnelles pour encadrer les enfants.
3. Organisez le planning horaire journalier du personnel, en sachant que chacun travaille à temps complet, effectue 35 heures hebdomadaires et que la structure est ouverte de 7 h à 18 h 30 (du lundi au vendredi).
Travail à produire sous forme de schéma.
4. Etablissez un planning hebdomadaire des animations spécifiques prévues pour les 2-3 ans, pour les 3-6 ans, qui pourrait être porté à la connaissance des parents à l'entrée de la structure.
Vous produirez un tableau pour chaque tranche d'âge, et sur feuille séparée un commentaire.

Listes des documents fournis aux candidats :

Eléments légaux

1. Décret n° 2000-762 du 1^{er} août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans et modifiant le code de la santé publique
2. Commentaire du décret précédent paru dans le « Répertoire des Maires de septembre 2000

Articles d'actualité

1. Article de la « Gazette des communes » du 4 octobre 1999
2. Article de la « Gazette des communes » du 19 juin 2000
3. Article de la « Gazette des communes » du 14 août 2000

Vous ne devez faire apparaître aucun signe distinctif dans votre rapport, ni votre nom, ni le nom d'une collectivité existante, ni signature, ni paraphe.

Toute note inférieure à 5/20 est éliminatoire.

Relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le code de la santé publique (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat)

NOR: MESD0022398D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'emploi et de la solidarité,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 2324-1 à L. 2324-4 ;

Vu le décret n° 92-785 du 6 août 1992 relatif à la protection maternelle et infantile ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 6 juin 2000 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décète :

Art. 1er. - Au chapitre V du titre Ier du livre II du code de la santé publique, il est rétabli une section 2 ainsi rédigée :

'Section 2

'Etablissements d'accueil des enfants de moins de six ans

'Sous-section 1

'Etablissements d'accueil, à l'exception des centres de vacances, de loisirs ou de placement de vacances

'Art. R. 180. - Sont soumis aux dispositions de la présente sous-section les établissements et services gérés par une personne physique ou morale de droit privé et les établissements et services publics, visés aux premier et deuxième alinéas de l'article L. 2324-1.

'Paragraphe 1

'Missions

'Art. R. 180-1. - Les établissements et les services d'accueil veillent à la santé, à la sécurité et au bien-être des enfants qui leur sont confiés, ainsi qu'à leur développement. Ils concourent à l'intégration sociale de ceux de ces enfants ayant un handicap ou atteints d'une maladie chronique. Ils apportent leur aide aux parents afin que ceux-ci puissent concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale.

'Ils comprennent les établissements assurant l'accueil collectif non permanent d'enfants et les services assurant l'accueil familial non permanent d'enfants au domicile d'assistantes maternelles.

'Cet accueil peut être régulier, le cas échéant à temps partiel, ou occasionnel.

'Les établissements ou services peuvent assurer un multi-accueil, associant un accueil régulier et occasionnel, ou un accueil familial et collectif.

'Les établissements d'accueil collectif gérés par une association de parents qui participent à l'accueil sont dénommés établissements à gestion parentale.

'Paragraphe 2

*Reproduction effectuée par le
Centre de Gestion 90 avec l'autorisation
du C.F.C. Toute nouvelle reproduction
nécessite l'autorisation préalable du C.F.C.*

'Procédure de création, d'extension ou de transformation

'Art. R. 180-2. - L'autorisation ou l'avis mentionnés à l'article L. 2324-1 doivent être sollicités auprès du président du conseil général du département dans lequel est implanté l'établissement ou le service demandeur.

'Tout dossier de demande d'autorisation ou d'avis doit comporter les éléments suivants :

'1° Une étude des besoins ;

'2° L'adresse de l'établissement ou du service d'accueil ;

'3° Les statuts de l'établissement ou du service d'accueil ou de l'organisme gestionnaire, pour les établissements et services gérés par une personne de droit privé ;

'4° Les objectifs, les modalités d'accueil et les moyens mis en oeuvre, en fonction du public accueilli et du contexte local, notamment en ce qui concerne les capacités d'accueil, et les effectifs ainsi que la qualification des personnels ;

'5° Le nombre de places d'accueil régulier que l'établissement souhaite pouvoir utiliser pour de l'accueil occasionnel, ou réciproquement, en cas de multi-accueil ;

'6° Le nom et la qualification du directeur ou, pour les établissements à gestion parentale, du responsable technique ;

'7° Le projet d'établissement ou de service prévu à l'article R. 180-10 et le règlement intérieur prévu à l'article R. 180-11, ou les projets de ces documents s'ils n'ont pas encore été adoptés ;

'8° Le plan des locaux avec la superficie et la destination des pièces.

'Art. R. 180-3. - I. - Le président du conseil général dispose d'un délai de trois mois, à compter de la réception d'un dossier complet, pour délivrer ou refuser l'autorisation prévue au premier alinéa de l'article L. 2324-1. Il dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du dossier pour demander les pièces complémentaires nécessaires à son instruction. Il est accusé réception du dossier complet.

'Le président du conseil général sollicite l'avis du maire de la commune d'implantation. Cet avis lui est notifié dans un délai d'un mois. A défaut de notification dans ce délai, l'avis est réputé avoir été donné.

'A défaut de réponse du président du conseil général dans le délai de trois mois, l'autorisation d'ouverture est réputée acquise.

'II. - L'autorisation délivrée par le président du conseil général mentionne les modalités de l'accueil, les prestations proposées, les capacités d'accueil et l'âge des enfants accueillis, les conditions de fonctionnement, les effectifs ainsi que les qualifications des personnels. Elle mentionne également le nom du directeur ou, pour les établissements à gestion parentale, du responsable technique, lorsque celui-ci dirige l'établissement ou le service.

'L'autorisation peut prévoir des capacités d'accueil différentes suivant les périodes de l'année, de la semaine ou de la journée, compte tenu des variations prévisibles des besoins d'accueil.

'S'agissant d'établissements assurant un multi-accueil collectif, l'autorisation précise le nombre de places d'accueil régulier pouvant être utilisé pour de l'accueil occasionnel et réciproquement, suivant des modalités définies dans le projet d'établissement.

'Art. R. 180-4. - I. - Le président du conseil général dispose d'un délai de trois mois, à compter de la réception d'un dossier complet, pour notifier à la collectivité publique intéressée l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article L. 2324-1. Il dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du dossier pour demander les pièces complémentaires nécessaires. Il est accusé réception du dossier complet.

'A défaut de réponse dans le délai qui lui est imparti, l'avis du président du conseil général est réputé avoir été rendu.

'II. - L'avis du président du conseil général porte notamment sur les prestations proposées, sur les capacités d'accueil et, dans le cas de multi-accueil, sur les modalités d'attribution des places, sur l'adéquation des locaux, sur les conditions de fonctionnement de l'établissement ou du service, sur les effectifs ainsi que sur la qualification des personnels.

'Art. R. 180-5. - Dans le cadre de la procédure d'autorisation ou d'avis de création, d'extension ou de transformation, une visite sur place de l'établissement ou du service est effectuée préalablement par le médecin responsable du service de protection maternelle et infantile, ou par un médecin du même service qu'il délègue.

'Cette visite a pour objet d'évaluer si les locaux et leur aménagement répondent aux objectifs et aux conditions définis à l'article R. 180-9, compte tenu de l'âge et des besoins des enfants accueillis.

'Art. R. 180-6. - Tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier de demande d'autorisation ou d'avis, ou sur une des mentions de l'autorisation, est porté sans délai à la connaissance du président du conseil général par le directeur ou le gestionnaire de l'établissement ou du service. Le président du conseil général peut, dans un délai d'un mois, selon le cas, refuser la modification ou émettre un avis défavorable à l'exécution de celle-ci. Le refus est prononcé s'il estime que la modification ne respecte pas les conditions d'organisation, de fonctionnement et de qualification des personnels prévues par les dispositions de la présente sous-section, ou qu'elle est de nature à compromettre la santé, la sécurité ou le bien-être des enfants accueillis.

'Paragraphe 3

'Organisation et fonctionnement

'Art. R. 180-7. - I. - Les établissements d'accueil collectif, qui reçoivent régulièrement des enfants de moins de trois ans ou occasionnellement des enfants de moins de six ans, doivent être organisés de telle sorte que la capacité de chaque unité d'accueil ne dépasse pas soixante places.

'Toutefois, la capacité des établissements à gestion parentale ne peut dépasser vingt places. A titre exceptionnel, eu égard aux besoins des familles et aux conditions de fonctionnement de l'établissement, elle peut être portée à vingt-cinq places, par décision du président du conseil général, après avis du médecin responsable du service de protection maternelle et infantile, ou d'un médecin du même service qu'il délègue.

'Pour les établissements d'accueil régulier d'enfants de trois à six ans, dénommés jardins d'enfants, l'effectif de l'unité d'accueil peut atteindre quatre-vingts places.

'II. - La capacité des services d'accueil familial ne peut être supérieure à cent cinquante places.

'III. - Un établissement multi-accueil assurant à la fois de l'accueil collectif et de l'accueil familial ne peut avoir une capacité globale supérieure à cent places.

'Art. R. 180-8. - Des enfants peuvent être accueillis en surnombre certains jours de la semaine, dans la limite de 10 % de la capacité d'accueil autorisée pour l'établissement ou le service considéré et à condition que le taux d'occupation n'excède pas 100 % en moyenne hebdomadaire.

'Art. R. 180-9. - Les locaux et leur aménagement doivent permettre la mise en oeuvre du projet éducatif.

'Les personnels des établissements doivent pouvoir y accomplir leurs tâches dans des conditions satisfaisantes de sécurité, d'hygiène et de confort, en portant aux enfants une attention constante et en organisant de manière adaptée à leurs besoins les repas, le sommeil, le repos, les soins corporels et les activités de jeu et d'éveil.

'L'aménagement intérieur des établissements doit favoriser en outre l'accueil des parents et l'organisation de réunions pour le personnel.

'Les services d'accueil familial doivent disposer d'un local réservé à l'accueil des assistantes maternelles et des parents, d'une salle de réunion et d'un espace réservé aux activités d'éveil des enfants.

'Art. R. 180-10. - Les établissements et services d'accueil élaborent un projet d'établissement ou de service qui comprend les éléments suivants :

'1° Un projet éducatif pour l'accueil, le soin, le développement, l'éveil et le bien-être des enfants ;

'2° Un projet social ;

'3° Les prestations d'accueil proposées ;

'4° Le cas échéant, les dispositions particulières prises pour l'accueil d'enfants atteints d'un handicap ou d'une maladie chronique ;

'5° La présentation des compétences professionnelles mobilisées ;

'6° Pour les services d'accueil familial, les modalités de formation des assistantes maternelles, du soutien professionnel qui leur est apporté et du suivi des enfants au domicile de celles-ci ;

'7° La définition de la place des familles et de leur participation à la vie de l'établissement ou du service ;

'8° Les modalités des relations avec les organismes extérieurs.

'Art. R. 180-11. - Les établissements et services d'accueil élaborent un règlement intérieur qui précise les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'établissement ou du service, et notamment :

'1° Les fonctions du directeur ou, pour les établissements à gestion parentale, du responsable technique ;

'2° Les modalités permettant d'assurer, en toutes circonstances, la continuité de la fonction de direction ;

'3° Les modalités d'admission des enfants ;

'4° Les horaires et les conditions de départ des enfants ;

'5° Le mode de calcul des tarifs ;

'6° Les modalités du concours du médecin attaché à l'établissement ou au service, et des professionnels visés à l'article R. 180-18 ;

'7° Les modalités de délivrance de soins spécifiques, occasionnels ou réguliers, le cas échéant avec le concours de professionnels médicaux ou paramédicaux extérieurs à la structure ;

'8° Les modalités d'intervention médicale en cas d'urgence ;

'9° Les modalités d'information et de participation des parents à la vie de l'établissement ou du service.

'Dans les établissements à gestion parentale, le règlement intérieur précise en outre les responsabilités respectives et les modalités de collaboration des parents et des professionnels assurant l'encadrement des enfants, ainsi que les fonctions déléguées au responsable technique.

'Art. R. 180-12. - Le projet d'établissement ou de service et le règlement intérieur sont transmis au président du conseil général après leur adoption définitive.

'Ils sont affichés dans un lieu de l'établissement ou du service accessible aux familles.

'Art. R. 180-13. - Lorsqu'il existe un conseil d'établissement ou de service, le projet d'établissement ou de service et le règlement intérieur lui sont soumis pour avis avant leur adoption.

'Paragraphe 4

'Personnels

'Art. R. 180-14. - Aucune personne ayant été condamnée pour des faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes moeurs ne peut être recrutée comme personnel d'un établissement ou d'un service visé à l'article L. 2324-1.

'Art. R. 180-15. - Le directeur d'un établissement ou d'un service d'accueil peut être :

'a) Soit une personne titulaire du diplôme d'Etat de docteur en médecine justifiant des diplômes, certificats et titres mentionnés aux 1, 2 ou 4 du II de l'article 9 du décret n° 92-785 du 6 août 1992 relatif à la protection maternelle et infantile ;

b) Soit une personne titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice ou puériculteur justifiant de cinq ans d'expérience professionnelle.

'Toutefois, la direction d'un établissement ou d'un service d'accueil d'une capacité inférieure ou égale à quarante places peut être confiée à une personne titulaire du diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants justifiant de cinq ans d'expérience professionnelle auprès d'enfants de moins de trois ans, sous réserve, pour les établissements d'accueil régulier, que le personnel de ces établissements comprenne dans son effectif une personne titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice ou puériculteur ou, à défaut, d'une personne titulaire du diplôme d'Etat d'infirmier justifiant d'une année d'expérience professionnelle.

La direction d'un établissement ou d'un service d'accueil d'une capacité inférieure ou égale à vingt places, et d'un établissement ou d'un service d'accueil occasionnel, et la responsabilité technique d'un établissement à gestion parentale peuvent être confiées :

a) Soit à une personne titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice ou puériculteur justifiant de trois ans d'expérience professionnelle ;

b) Soit à une personne titulaire du diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants justifiant de trois ans d'expérience professionnelle auprès d'enfants de moins de trois ans.

'Art. R. 180-16. - Le directeur d'un établissement ou d'un service d'une capacité supérieure à soixante places est assisté d'un adjoint, titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice ou puériculteur, d'éducateur de jeunes enfants ou d'infirmier, et justifiant de deux ans d'expérience professionnelle.

'Art. R. 180-17. - La direction d'un jardin d'enfants est confiée à une personne titulaire du diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants justifiant de cinq ans d'expérience professionnelle auprès d'enfants de moins de six ans.

'Art. R. 180-18. - Les établissements et services veillent à s'assurer, compte tenu du nombre, de l'âge et des besoins des enfants qu'ils accueillent et de leur projet éducatif et social, le concours d'une équipe pluridisciplinaire composée de professionnels qualifiés, notamment dans les domaines psychologique, social, sanitaire, éducatif et culturel.

'Art. R. 180-19. - I. - Les établissements et services s'assurent du concours régulier d'un médecin spécialiste ou compétent qualifié en pédiatrie, ou, à défaut, de celui d'un médecin généraliste possédant une expérience particulière en pédiatrie.

'Ce médecin assure les actions d'éducation et de promotion de la santé auprès du personnel et, le cas échéant, auprès des parents participant à l'accueil.

'Il veille à l'application des mesures préventives d'hygiène générale et des mesures à prendre en cas de maladie contagieuse ou d'épidémie, ou d'autres situations dangereuses pour la santé.

'Il organise les conditions du recours aux services d'aide médicale d'urgence.

'Dans le cas d'un accueil régulier, le médecin donne son avis lors de l'admission d'un enfant, après examen médical. Toutefois, dans les établissements d'une capacité de vingt places au plus, cet avis peut être donné

par un médecin choisi par la famille.

'Dans les établissements et services d'accueil régulier de plus de vingt places, le médecin assure en outre le suivi préventif des enfants accueillis, et veille à leur bon développement et à leur adaptation dans la structure, en liaison avec le médecin de la famille.

'II. - Les modalités du concours du médecin sont fixées par voie conventionnelle entre l'établissement ou le service et le médecin, ou l'organisme qui l'emploie, conformément au règlement intérieur, en fonction du nombre des enfants accueillis et de leur état de santé, à moins que le médecin et l'établissement ou le service ne relèvent de la même collectivité publique.

'Dans le cas d'un accueil occasionnel et des établissements d'accueil régulier de vingt places au plus, et notamment dans les établissements à gestion parentale, un médecin du service de protection maternelle et infantile, non chargé du contrôle de la structure d'accueil, peut, par voie de convention, assurer tout ou partie des missions définies au I du présent article.

'Art. R. 180-20. - Dans les établissements et services d'une capacité supérieure ou égale à quarante places, le personnel comprend au moins une personne titulaire du diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants.

'Il comprend en outre une personne titulaire du diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants par effectif de quarante enfants supplémentaires.

'Art. R. 180-21. - Les personnels chargés de l'encadrement des enfants doivent être titulaires du diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants, du certificat ou du diplôme professionnel d'auxiliaire de puériculture, ou d'une qualification définie par arrêté du ministre chargé des affaires sociales.

'Art. R. 180-22. - L'effectif du personnel placé auprès des enfants est d'un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas, et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent.

'Toutefois, dans les jardins d'enfants, l'effectif du personnel placé auprès des enfants âgés de trois à six ans est calculé de manière à assurer la présence d'un professionnel pour quinze enfants en moyenne.

'Les enfants et assistantes maternelles qui les accompagnent, présents occasionnellement dans un établissement d'accueil collectif, notamment dans le cadre d'une structure multi-accueil, ne sont pas comptés dans les effectifs des enfants et des personnels retenus pour le calcul des taux d'encadrement prévus aux premier et deuxième alinéas du présent article.

'Dans la mesure où les tâches administratives découlant de la fonction de direction sont assurées par des bénévoles, le calcul du personnel peut tenir compte de la participation éventuelle du directeur ou, dans les établissements à gestion parentale, du responsable technique à l'encadrement des enfants.

'Pour des raisons de sécurité, l'effectif du personnel présent auprès des enfants à tout moment dans la structure d'accueil ne doit pas être inférieur à deux, dont au moins un professionnel répondant aux conditions de qualification fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 180-21.

'Art. R. 180-23. - Dans les établissements à gestion parentale, il est tenu compte de la participation des parents à l'accueil des enfants pour l'application du ratio défini au premier alinéa de l'article R. 180-22.

'L'effectif des personnes présentes dans ces établissements comprend au minimum et en permanence un professionnel répondant aux conditions de qualification fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 180-21, assisté d'un parent ou d'une deuxième personne. Ce professionnel assure, auprès des enfants, la responsabilité technique liée aux compétences définies par son diplôme ou sa qualification professionnelle. Exceptionnellement, aux heures d'ouverture et de fermeture de l'établissement, ce professionnel peut être remplacé par un parent participant régulièrement à l'accueil des enfants, sous réserve que la responsabilité de celui-ci soit précisée dans le règlement intérieur.

'Art. R. 180-24. - Le service d'accueil familial organise régulièrement, en collaboration avec le service départemental de protection maternelle et infantile, des rencontres d'information pour les assistantes maternelles, auxquelles les parents peuvent être associés. Il prévoit l'accueil des enfants lors de ces activités d'information.

'Paragraphe 5

'Dérogations

'Art. R. 180-25. - En l'absence de candidat répondant aux conditions exigées par le premier et le deuxième alinéa de l'article R. 180-15 et par l'article R. 180-17, il peut être dérogé aux conditions relatives à la durée de l'expérience professionnelle, sans que celle-ci puisse être inférieure à trois ans.

Dans les établissements et services d'accueil régulier de vingt places au plus, et pour tout établissement d'accueil occasionnel, en l'absence de candidat répondant aux conditions exigées par le troisième alinéa de l'article R. 180-15, il peut être dérogé :

'1° Aux conditions relatives à la durée de l'expérience professionnelle, sans que celle-ci puisse être inférieure à deux ans ;

'2° Aux conditions de diplômes, en faveur d'une personne titulaire du diplôme d'Etat d'assistant de service social, d'éducateur spécialisé ou d'infirmier, et justifiant de trois ans d'expérience professionnelle auprès des jeunes enfants ;

'3° Ou, pour les établissements et services gérés par une personne de droit privé, en faveur d'une personne ayant assuré pendant trois ans la direction d'un établissement ou d'un service relevant de la présente sous-section, ou la responsabilité technique d'un établissement à gestion parentale.

Ces dérogations sont décidées :

'a) Pour les établissements et services gérés par une personne de droit privé, par le président du conseil général, après avis du médecin responsable du service départemental de protection maternelle et infantile ou d'un médecin de ce service qu'il délègue ;

'b) Pour les établissements et services publics, par la collectivité publique gestionnaire, après avis du président du conseil général.

'Art. R. 180-26. - Des réalisations de type expérimental, dérogeant aux dispositions de l'article R. 180-1, et à celles des articles R. 180-7, R. 180-8, et R. 180-14 à R. 180-23, peuvent être, selon le cas, soit autorisées par décision motivée du président du conseil général, après avis du médecin responsable du service départemental de protection maternelle et infantile, soit décidées par la collectivité publique intéressée, après avis motivé du président du conseil général.

'Ces réalisations font l'objet d'une convention avec les principaux partenaires associés à l'expérimentation, qui en définit la durée, les modalités de fonctionnement, d'évaluation et de validation.'

Art. 2. - Les établissements et services d'accueil existant à la date de publication du présent décret doivent adapter leurs locaux conformément aux dispositions des articles R. 180-7 et R. 180-9 du code de la santé publique à l'occasion de tous travaux de restauration, d'amélioration ou de restructuration, et au plus tard dans un délai de cinq ans.

Toutefois, pour ceux de ces établissements qui ont une capacité comprise entre soixante et quatre-vingts places, il pourra être dérogé aux dispositions du I de l'article R. 180-7 et de l'article R. 180-16 du code de la santé publique, au vu d'éléments relatifs à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement, selon le cas, soit après avis du président du conseil général, soit par décision motivée du président du conseil général, après avis du médecin responsable du service de protection maternelle et infantile, ou d'un médecin du même service qu'il délègue.

Art. 3. - Les dispositions des articles R. 180-15, R. 180-16 et R. 180-17 du code de la santé publique ne sont pas applicables au personnel en fonction dans les établissements et services existant à la date de publication du présent décret.

Art. 4. - Dans l'ensemble des textes réglementaires qui mentionnent les mots 'crèches' ou 'haltes-garderies', il y a lieu de considérer que ces mentions correspondent à des catégories d'établissements et services

d'accueil des enfants de moins de six ans', soumis aux dispositions du code de la santé publique.

Art. 5. - Sont abrogés :

- le décret n° 52-968 du 12 août 1952 relatif à la surveillance sanitaire des garderies et jardins d'enfants ;
- le décret n° 74-58 du 15 janvier 1974 relatif à la réglementation des pouponnières, des crèches, des consultations de protection maternelle et infantile et des gouttes de lait, en tant qu'il concerne les crèches.

Art. 6. - La ministre de l'emploi et de la solidarité, le ministre de l'intérieur, la ministre déléguée à la famille et à l'enfance et la secrétaire d'Etat à la santé et aux handicapés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

La réforme des crèches : missions et fonctionnement

Atendu de longue date par les acteurs du secteur de la petite enfance, un décret du 1^{er} août 2000 (1) fixe un cadre juridique renoué qui s'applique à l'ensemble des équipements d'accueil collectif : crèches collectives, crèches parentales, structures multi-accueil, haltes-garderies, classes-passerelles, jardins d'enfants.

Ce décret modifie le Code de la santé publique récemment recodifié. Il modernise les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement des crèches et des haltes-garderies. Il abroge, ainsi : d'une part, le décret n° 52-968 du 12 août 1952 relatif à la surveillance sanitaire des garderies et jardins d'enfants ; d'autre part, le décret n° 74-58 du 15 janvier 1974 relatif à la réglementation des pouponnières, des crèches, des consultations de protection maternelle et infantile et des gouttes de lait, en tant qu'il concerne les crèches (article 5 du décret du 1^{er} août 2000).

1. Missions des établissements d'accueil des enfants de moins de six ans

L'article R.180-1 du nouveau Code de la santé publique indique que ces établissements doivent veiller à la santé, à la sécurité et au bien-être des enfants qui leur sont confiés, ainsi qu'à leur développement. Ils doivent, en outre, concourir à l'intégration sociale de ceux de ces enfants ayant un handicap ou atteints d'une maladie chronique. Ils apportent, également leur aide aux parents afin que ceux-ci puissent concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale.

Ils comprennent les établissements assurant l'accueil collectif non permanent d'enfants et les services assurant l'accueil familial non permanent d'enfants au domicile d'assistantes maternelles. Cet accueil peut être

régulier, le cas échéant à temps partiel, ou occasionnel. Les établissements ou services peuvent assurer un multi-accueil, associant un accueil régulier et occasionnel, ou un accueil familial et collectif.

2. Réglementation des capacités d'accueil des établissements et services

Les établissements d'accueil collectif, qui reçoivent régulièrement des enfants de moins de trois ans ou occasionnellement des enfants de moins de six ans, doivent être organisés de telle sorte que la capacité de chaque unité d'accueil ne dépasse pas 60 places. Pour les établissements d'accueil régulier d'enfants de trois à six ans, dénommés jardins d'enfants, l'effectif de l'unité d'accueil peut atteindre 80 places. En revanche, la capacité des services d'accueil familial ne peut être supérieure à 150 places. Toutefois, un établissement multi-accueil assurant à la fois de l'accueil collectif et de l'accueil familial ne peut avoir une capacité globale supérieure à 100 places (article R.180-7).

Des possibilités de "surbooking". L'article R. 180-8 prévoit, en effet que des enfants peuvent être accueillis en surnombre certains jours de la semaine, dans la limite de 10 % de la capacité d'accueil autorisée pour l'établissement ou le service considéré et à condition que le taux d'occupation n'excède pas 100 % en moyenne hebdomadaire.

3. Adaptation des locaux

Les locaux et leur aménagement doivent permettre la mise en œuvre du projet éducatif. Les personnels des établissements doivent pouvoir y accomplir leurs tâches dans des conditions satisfaisantes de sécurité, d'hygiène et de confort, en portant aux enfants une attention constante et en organisant de manière adaptée à leurs besoins les repas, le sommeil, le repos, les soins corporels et les activités de jeu et d'éveil. L'aménagement intérieur des établissements doit favoriser en outre

l'accueil des parents et l'organisation de réunions pour le personnel. Les services d'accueil familial doivent disposer d'un local réservé à l'accueil des assistantes maternelles et des parents, d'une salle de réunion et d'un espace réservé aux activités d'éveil des enfants (article R.180-9).

4. Mise en œuvre d'un projet d'établissement ou de service

Les établissements et services d'accueil doivent élaborer un projet d'établissement ou de service qui comprend les éléments suivants :

- un projet éducatif pour l'accueil, le soin, le développement, l'éveil et le bien-être des enfants ;
- un projet social ;
- les prestations d'accueil proposées ;
- le cas échéant, les dispositions particulières prises pour l'accueil d'enfants atteints d'un handicap ou d'une maladie chronique ;
- la présentation des compétences professionnelles mobilisées ;
- pour les services d'accueil familial, les modalités de formation des assistantes maternelles, du soutien professionnel qui leur est apporté et du suivi des enfants au domicile de celles-ci ;
- la définition de la place des familles et de leur participation à la vie de l'établissement ou du service ;
- les modalités des relations avec les organismes extérieurs (article R.180-10)

5. Le contenu du règlement intérieur

Les établissements et services d'accueil élaborent un règlement intérieur qui précise les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'établissement ou du service, et notamment :

- les fonctions du directeur ou, pour les établissements à gestion parentale, du responsable technique ;
- les modalités permettant d'assurer, en toutes circonstances, la continuité de la fonction de direction ;
- les modalités d'admission des enfants ;
- les horaires et les conditions de départ des enfants ;
- le mode de calcul des tarifs ;
- les modalités du concours du médecin attaché à l'établissement ou au service, et des professionnels y travaillant ;
- les modalités de délivrance de soins spécifiques, occasionnels ou réguliers, le cas échéant avec le concours de professionnels médicaux ou paramédicaux extérieurs à la structure ;
- les modalités d'intervention médicale en cas d'urgence ;

- les modalités d'information et de participation des parents à la vie de l'établissement ou du service (article R.180-11).

6. La qualification des personnels

Aucune personne ayant été condamnée pour des faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ne peut être recrutée comme personnel d'un établissement ou d'un service accueillant des enfants de moins de six (article R.180-14).

- **Conditions de nomination du directeur** - Le directeur d'un établissement ou d'un service d'accueil peut être : soit une personne titulaire du diplôme d'État de docteur en médecine justifiant des diplômes, certificats et titres conférant une des spécialités suivantes : pédiatrie, gynécologie ou obstétrique, ou spécialisés en santé publique ; soit une personne titulaire du diplôme d'État de puéricultrice ou puériculteur justifiant de cinq ans d'expérience professionnelle (article R.180-15).

Toutefois, la direction d'un établissement ou d'un service d'accueil d'une capacité inférieure ou égale à quarante places peut être confiée à une personne titulaire du diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants justifiant de cinq ans d'expérience professionnelle auprès d'enfants de moins de trois ans, sous réserve, pour les établissements d'accueil régulier, que le personnel de ces établissements comprenne dans son effectif une personne titulaire du diplôme d'État de puéricultrice ou puériculteur ou, à défaut, d'une personne titulaire du diplôme d'État d'infirmier justifiant d'une année d'expérience professionnelle.

La direction d'un établissement ou d'un service d'accueil d'une capacité inférieure ou égale à 20 places, et d'un établissement ou d'un service d'accueil occasionnel peut être confiée : soit à une personne titulaire du diplôme d'État de puéricultrice ou puériculteur justifiant de trois ans d'expérience professionnelle ; soit à une personne titulaire du diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants justifiant de trois ans d'expérience professionnelle auprès d'enfants de moins de trois ans.

- **Conditions de nomination d'un directeur adjoint** - Le directeur d'un établissement ou d'un service d'une capacité supérieure à 60 places doit être assisté d'un adjoint, titulaire du diplôme d'État de puéricultrice ou puériculteur, d'éducateur de jeunes enfants ou d'infirmier, et justifiant de deux ans d'expérience professionnelle (article R.180-16).

- **Conditions de nomination d'un directeur de jardin d'enfants** - La direction d'un jardin d'enfants est

confiée à une personne titulaire du diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants justifiant de cinq ans d'expérience professionnelle auprès d'enfants de moins de six ans (article R.180-17). Toutefois, les dispositions des articles R. 180-15, R. 180-16 et R. 180-17 du Code de la santé publique ne sont pas applicables au personnel en fonction dans les établissements et services existant à la date de publication du présent décret, soit au 6 août 2000 (article 3 du décret).

Dérogations: *En l'absence de candidat répondant aux conditions de diplômes ou aux conditions relatives à la durée de l'expérience professionnelle, l'employeur peut fixer des dérogations, dans des limites fixées par le décret. Ces dérogations sont décidées par la collectivité publique gestionnaire, après avis du président du conseil général (article R.180-25).*

• **Composition des équipes** – Les établissements et services, et notamment leur direction, doivent veiller à s'assurer, compte tenu du nombre, de l'âge et des besoins des enfants qu'ils accueillent et de leur projet éducatif et social, le concours d'une équipe pluridisciplinaire composée de professionnels qualifiés, notamment dans les domaines : psychologique, social, sanitaire, éducatif et culturel (article R.180-18). Pour ce faire, les établissements et services doivent s'assurer du concours régulier d'un médecin spécialiste ou compétent qualifié en pédiatrie. Dans le cas d'un accueil régulier, le médecin donne son avis lors de l'admission d'un enfant, après examen médical. Toutefois, dans les établissements d'une capacité de 20 places au plus, cet avis peut être donné par un médecin choisi par la famille. Dans les établissements et services d'accueil régulier de plus de 20 places, le médecin assure en outre le suivi préventif des enfants accueillis, et veille à leur bon développement et à leur adaptation dans la structure, en liaison avec le médecin de la famille (article R.180-19-I).

Dans le cas d'un accueil occasionnel et des établissements d'accueil régulier de 20 places au plus, un médecin du service de PMI, non chargé du contrôle de la structure d'accueil, peut, par voie de convention, assurer tout ou partie des missions définies ci-dessus (article R. 180-19-II).

Dans les établissements et services d'une capacité supérieure ou égale à 40 places, le personnel comprend au moins une personne titulaire du diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants. Il comprend en outre une personne titulaire du diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants par effectif de 40 enfants supplémentaires (article R.180-20). Les personnels chargés de

l'encadrement des enfants doivent être titulaires du diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants, du certificat ou du diplôme professionnel d'auxiliaire de puériculture, ou d'une qualification définie par arrêté du ministre chargé des Affaires sociales (article R.180-21).

7. Effectifs par enfants

L'effectif du personnel placé auprès des enfants est d'un professionnel pour 5 enfants qui ne marchent pas, et d'un professionnel pour 8 enfants qui marchent. Toutefois, dans les jardins d'enfants, l'effectif du personnel placé auprès des enfants âgés de trois à six ans est calculé de manière à assurer la présence d'un professionnel pour 15 enfants en moyenne. Pour des raisons de sécurité, l'effectif du personnel présent auprès des enfants à tout moment dans la structure d'accueil ne doit pas être inférieur à deux, dont au moins un professionnel répondant aux conditions de qualification fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 180-21 (article R. 180-22).

8. Expérimentations

Des réalisations de type expérimental, dérogeant aux dispositions de l'article R. 180-1 (missions), et à celles des articles R. 180-7, R. 180-8 (organisation et fonctionnement), et R. 180-14 à R. 180-23 (dispositions relatives au personnel), pourront être autorisées par la collectivité publique intéressée, après avis motivé du président du conseil général. Ces réalisations devront faire l'objet d'une convention (article R.180-26).

9. Délais et modalités d'adaptation à la nouvelle réglementation

Les établissements et services d'accueil existant à la date de publication du présent décret (6 août 2000) doivent adapter leurs locaux conformément aux dispositions des articles R. 180-7 et R. 180-9 du Code de la santé publique à l'occasion de tous travaux de restauration, d'amélioration ou de restructuration, et au plus tard dans un délai de cinq ans. Toutefois, pour ceux de ces établissements qui ont une capacité comprise entre 60 et 80 places, il pourra être dérogé aux dispositions du I de l'article R. 180-7 et de l'article R. 180-16 du Code de la santé publique, au vu d'éléments relatifs à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement après avis du président du conseil général (article 2 du décret).

Roland PIERRE

(1) Décret n° 2000-762 du 1^{er} août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le code de la santé publique (deuxième partie: Décrets en Conseil d'État - J.O. - n° 181 - du 6-8-00 - p. 12227 et s.

accueil de la petite enfance

L'accueil de la petite enfance d'heure de la flexibilité

Augmentation du temps partiel et des horaires variables, développement sans précédent du travail des femmes, ces évolutions observées ces dernières années ne sont pas sans conséquences sur les modes d'accueil de la petite enfance. Premier constat : les horaires décalés s'imposent peu à peu aux **crèches**, les haltes-garderies commencent à pratiquer de l'accueil permanent et les assistantes maternelles s'organisent pour recevoir des enfants à temps partiel. Mais au-delà de ces aménagements, c'est toute une conception de l'organisation de l'accueil qui est remise en cause. Pour répondre à une demande de plus en plus diversifiée, les collectivités doivent privilégier des politiques d'offres globales, complémentaires et adaptées. Encore faut-il que la législation et les modes de financement tiennent compte de ce nouveau contexte. Le gouvernement s'y est engagé. Il était temps. La réglementation concernant les **crèches** date de 1974.

En France, parmi les femmes de 25 à 50 ans, quatre sur cinq travaillent. Plus de la moitié d'entre elles ont des horaires décalés ou pratiquent le temps partiel. Cette évolution socio-économique devrait encore s'accroître avec la mise en œuvre de la loi sur les 35 heures. Ce qui peut être considéré comme une amélioration est aussi vécu par beaucoup de mères de famille comme un vrai cauchemar quant il s'agit de jongler entre la vie professionnelle et la vie familiale. Concilier les impératifs de l'organisation du travail et de l'éducation des enfants, surtout en bas âge, relève pour beaucoup de femmes d'une mission impossible. En effet, les modes d'accueil de la petite enfance, notamment collectifs, n'ont pas été conçus pour répondre à ces nouveaux besoins. Les 200 000 enfants qui fréquentent les **crèches** collectives, soit 9 % des enfants de moins de trois ans, ne peuvent y être accueillis qu'entre 8 heures et 19 heures. Avant et après, le système D fait office de solution.

La difficile réforme du financement

Tous les professionnels de la petite enfance en conviennent, pour de nombreux parents la situation est invivable. Conscient du problème, le gouvernement a décidé de prendre des mesures. Dans cette perspective, deux conférences sur la famille se sont tenues, destinées notamment à chercher les moyens de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle. « Les besoins de places d'accueil des enfants restent importants », reconnaissait le ministère de l'Emploi et de la solidarité, en juillet dernier, à l'issue de la dernière conférence sur la famille. Mais pas question pour autant d'augmenter les sommes consacrées par la branche famille à la petite enfance, de l'ordre de 50 milliards de francs. A budget constant donc, le gouvernement se fixe notamment pour objectif de « développer les services d'accueil, dans leur diversité, en s'adaptant à l'évolution des besoins ». Plutôt sibyllins, ces propos devraient toutefois s'accompagner de mesures plus concrètes. Très attendus, des décrets d'application introduisant notamment plus de souplesse dans les normes pour soutenir le développement des **crèches** devraient être publiés prochainement.

Ainsi, le taux d'encadrement pourrait à certaines, en particulier tôt le matin et tard le soir, être réduit afin d'inciter les **crèches** à ouvrir plus longtemps dans la journée. De même, l'accès à la fonction de directeur de crèche, jusqu'à présent réservé aux puéricultrices, pourrait être ouvert aux éducateurs de jeunes enfants pour des équipements de moins de 40 places. Le gouvernement a également confié à la Délégation interministérielle à la famille le soin de réfléchir à une modification du mode de financement des **crèches**, assuré en partie par les caisses d'allocations familiales. Le calcul forfaitaire des subventions pratiqué par les CAF est particulièrement défavorable aux communes. Ces dernières voient, en effet, leur part augmenter pour compenser la diminution, voire la perte de revenus qu'une part croissante des parents subisse.

Certaines communes ne sont plus en mesure d'assumer une hausse de leur budget. Conséquence, elles opèrent une sélection en fonction des ressources, les familles les plus modestes étant invitées à rechercher un mode d'accueil moins onéreux. Pour l'instant, la réforme du financement des **crèches** est suspendue aux négociations qu'a entamées le gouvernement avec la Cnaf. Pendant ce temps, les demandes non satisfaites s'accumulent dans les services petite enfance et les listes d'attente s'allongent. La pression est de plus en plus forte, mais suffisante, en tout cas, pour que de nombreuses municipalités cherchent des moyens de s'adapter.

L'Observatoire de l'action sociale décentralisée (Odas), qui mène actuellement une grande enquête sur la petite enfance dans les villes de plus de 30 000 habitants, le confirme (voir graphique ci-contre). Encore partiels, les premiers résultats montrent néanmoins qu'un nombre croissant d'enfants ont le

Reproduction effectuée par le
Centre de Gestion 93 avec l'autorisation
du C.F.C. Toute nouvelle reproduction
nécessite l'autorisation préalable du C.F.C.

introduit l'accueil à temps partiel en crèche, et l'accueil permanent à temps partiel en halte-garderie. Le multi-accueil se développe aussi : « plus de la moitié des villes possédant de telles structures », note l'Odas. Autre observation confortant cette tendance à l'adaptation de nouveaux besoins, près de la moitié des villes seraient aujourd'hui en mesure de répondre à des situations dites d'urgence. Il s'agit généralement de demande de garde du jour au lendemain, le plus souvent pour des raisons professionnelles. Ces collectivités disposent de places spécialement réservées à cet effet.

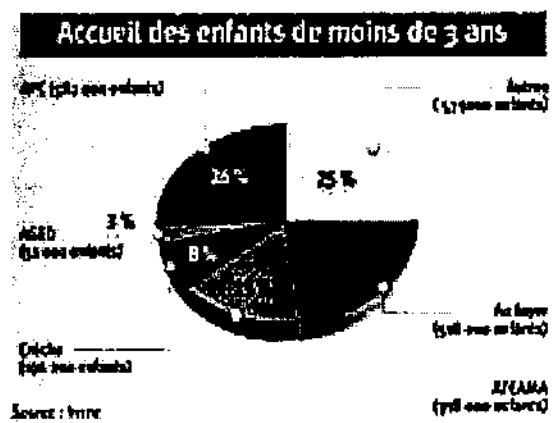
L'évolution de la diversité de l'offre semble, en revanche, moins marquée en ce qui concerne l'élargissement de l'ouverture des équipements le soir, tôt le matin ou le samedi. Parmi les villes ayant répondu à l'enquête, très peu ont signalé une telle évolution. La précédente enquête de l'Odas, en 1995, portant sur ces mêmes questions, montrait déjà un souci des communes de mieux répondre à la demande qui émergeait. Mais peu de villes mettaient en place des assouplissements d'horaires, « pourtant indispensables pour mieux s'adapter aux contraintes d'emploi des parents », remarquait à l'époque l'Odas. Les mesures gouvernementales en faveur de l'assouplissement des normes d'encadrement donneront-elles les moyens aux collectivités locales d'aller plus loin dans ce domaine ? On est tenté de le croire. Encore minoritaires, les initiatives en la matière se multiplient. Parfois, les expériences échouent. Toulouse a été très loin, en créant une crèche ouverte 24 heures sur 24. Après quelques mois de fonctionnement, la ville a dû y renoncer. Pas faute de moyens, ni de personnel, mais d'enfants. Tirant les leçons de cette tentative, elle a rectifié le tir. Le Havre a eu les mêmes ambitions (lire p. 22). A la différence de Toulouse, la ville a cherché à combiner les différents modes d'accueil pour assurer un fonctionnement non-stop. Et ça marche.

Combiner les différents modes d'accueil

C'est une piste que sont tentées d'emprunter de plus en plus de collectivités locales pour restructurer leur offre de service. Bernard Coué, directeur de la petite enfance et famille à la mairie de Nantes, en est convaincu. « Avant, on travaillait chacun dans son coin. Les équipements avaient leur logique en fonction de leur statut. Ce mode de fonctionnement est révolu. La crèche classique, engoncée dans ses réglementations et ses certitudes, ne pourra survivre bien longtemps et devra imaginer sa reconversion. Il en est de même pour les haltes-garderies conçues à l'origine pour "les mères au foyer" dont le mari dispose d'un salaire suffisant pour faire vivre la famille." Je pourrais encore citer les **crèches** familiales. Même chose pour les emplois familiaux. Pourquoi les villes s'en désintéresseraient-elles alors que des familles sur leur territoire les ont adoptées ? »

Les collectivités locales en sont conscientes, elles doivent opérer une mutation profonde. Mais pas à n'importe quel prix. Les villes n'ont plus les moyens de réaliser de grands programmes de construction d'équipements. D'ailleurs est-ce bien nécessaire ? Les professionnels de la petite enfance en sont convaincus : une meilleure coordination des moyens constituerait déjà une avancée. Pour beaucoup, les politiques d'accueil de la petite enfance ont souffert et continuent de souffrir d'un manque de connaissances précises de la demande leur permettant d'adapter leur offre. La démarche d'observation sociale dans le domaine de la petite enfance, entreprise par la ville de Versailles, tend à démontrer que cette lacune peut être comblée, avec des résultats immédiatement mesurables : les listes d'attentes ont tendance à diminuer.

Bruno Guentch



Tout droit
réservé
pour tous
usages
non
commerciaux

Reproduction effectuée par le
Centre de Gestion SG avec l'autorisation
du C.F.C. Toute nouvelle reproduction
nécessite l'autorisation préalable du C.F.C.

3 milliards de francs en plus pour les crèches

A l'occasion de la Conférence annuelle de la famille qui s'est déroulée le 15 juin, le Premier ministre a annoncé des mesures attendues dans le droit-fil de la Conférence de 1999. Décidé à relancer la politique en faveur de l'accueil de jeunes enfants, le gouvernement va mobiliser 3 milliards de francs supplémentaires pour accueillir 70 000 enfants de plus en crèche. Les caisses d'allocations familiales devront mettre à disposition des collectivités locales un fonds d'investissement exceptionnel de 1,5 milliard de francs pour que celles-ci développent des équipements et services petite enfance, notamment le multi-accueil et les passerelles entre les **crèches** et l'école pour les enfants de deux à trois ans.

Le décret sur les modes de garde, actuellement soumis pour avis au Conseil d'Etat, concernera essentiellement la participation des parents à la vie de l'établissement, la clarification des procédures d'agrément, l'assouplissement de la réglementation (horaires d'ouverture, décloisonnement des structures) et la possibilité d'accueillir davantage d'enfants en calculant les taux d'encadrement en fonction du nombre d'enfants présents et non plus inscrits. L'aide aux familles qui emploient une assistante maternelle (AFEAMA) sera améliorée, en particulier pour les plus modestes. 30 000 familles devraient pouvoir en bénéficier, en sus des 100 000 qui l'utilisent déjà.

Un dispositif d'intéressement va permettre également aux femmes en fin de congé parental qui se retrouvent au chômage de reprendre une activité. Quant aux parents qui ont un enfant gravement malade, ils pourront prendre un congé spécifique assorti d'une allocation de présence parentale, laquelle devrait faire l'objet d'un projet de loi.

Comme promis, les aides au logement locatives, « incompréhensibles, partiellement injustes et trappes à l'inactivité », seront réformées à compter du 1er janvier 2001. 6,5 milliards de francs leur seront consacrés : les barèmes des différentes aides vont être fusionnés et une aide indépendante de la nature des revenus (jusqu'à 75 % du RMI) va être créée. I

Le nombre de places en crèche progresse

Entre 1975 et 1999, le nombre de places en accueil collectif a progressé de 26 300 unités dans les villes de plus de 30 000 habitants. C'est l'un des enseignements de l'étude réalisée par l'Observatoire décentralisé de l'action sociale consacrée aux politiques municipales en faveur de l'enfance. Mais l'offre reste cependant encore insuffisante ; il n'existe en effet que 15,5 places pour 100 enfants de moins de trois ans.

Le nombre de places en crèche progresse

Entre 1975 et 1999, le nombre de places en accueil collectif a progressé de 26 300 unités dans les villes de plus de 30 000 habitants. C'est l'un des enseignements de l'étude réalisée par l'Observatoire décentralisé de l'action sociale consacrée aux politiques municipales en faveur de l'enfance. Mais l'offre reste cependant encore insuffisante ; il n'existe en effet que 15,5 places pour 100 enfants de moins de trois ans.

Les puéricultrices défendent leur présence au sein des crèches

Le Syndicat national des puéricultrices diplômées d'Etat (SNPDE) se mobilise pour maintenir la présence de personnel qualifié au sein de tous les établissements et services d'accueil d'enfants de moins de six ans.

Marie-Thérèse Picard est coordinatrice de **crèches** à Aurillac (30 525 hab., Cantal) et présidente du SNPDE (Syndicat national des puéricultrices diplômées d'Etat), affilié à la CFE-CGC et à l'Unect. Cet engagement syndical est l'occasion pour elle d'affirmer son identité professionnelle, « sans verser dans le corporatisme », tient-elle à préciser. De même que pour l'ensemble des professions ayant trait à la petite enfance (puéricultrice, éducateur de jeunes enfants, auxiliaire de puériculture), « c'est l'enfant, l'adulte de demain, qui en constitue la base. Chacune de ces professions a son importance et ces compétences doivent être complémentaires au sein des équipes d'encadrement ».

Ce credo, Marie-Thérèse Picard n'a eu de cesse de le réaffirmer pendant les négociations autour du projet de décret relatif aux établissements et services d'accueil d'enfants de moins de six ans. En élaboration depuis 1985, ce décret veut doter ces structures d'un cadre juridique déterminant en particulier la qualification de son personnel. C'est surtout sur ce second point que Marie-Thérèse Picard est intervenue. La présidente du SNPDE insiste sur la nécessaire présence d'une puéricultrice par crèche et le maintien de cette qualification aux postes de direction. Il est en effet prévu d'ouvrir ces postes aux éducateurs de jeunes enfants dans le cas d'établissements d'une capacité inférieure ou égale à 40 enfants. « En France, on a la chance d'avoir une diversité de professions de la petite enfance. Il faut jouer sur la complémentarité de ces professions et non les substituer les unes aux autres », indique-t-elle. Une substitution d'autant plus tentante que l'on manque actuellement de puéricultrices en France. Le SNPDE demande, par conséquent, une augmentation du quota de places dans les écoles préparant au diplôme d'Etat de puéricultrice.

Une diversité de compétences donc, mais aussi plus de professionnalisme : le SNPDE se mobilise contre des restrictions budgétaires conduisant les municipalités à opter pour du personnel moins, voire non qualifié. Mieux, il souhaiterait que la limite de 50 % de personnel qualifié composant une équipe d'encadrement, limite prévue par l'arrêté relatif aux établissements et services d'accueil d'enfants de moins de six ans, soit revue à la hausse.

Par ailleurs, le SNPDE s'est fixé entre autres objectifs d'être présent lors des négociations du décret portant sur les compétences du personnel infirmier. La construction de l'Europe sociale lui tient également à cœur : la profession de puéricultrice est en effet une particularité française qu'il serait heureux d'étendre à d'autres pays de la communauté.

Cette particularité hexagonale tient à ce qu'une puéricultrice possède une formation d'infirmière suivie d'une spécialisation d'un an auprès des jeunes enfants. Elle a alors en charge le suivi paramédical et psychopédagogique de ceux-ci, en réponse aux attentes des parents. « l'idéal étant de pouvoir considérer l'évolution individuelle de chaque enfant », estime Marie-Thérèse Picard.

Contact : SNPDE, 17, rue de Sévigné 75004 Paris. Tél. : 01.42.71.90.33 ; fax : 01.42.71.90.62.

Le requiem des instituteurs secrétaires de mairie

Le secrétaire de mairie instituteur est en train de disparaître. Les intéressés en ont pris acte lors du dernier congrès de leur syndicat.

Le Syndicat national des instituteurs secrétaires de mairie disparaîtra-t-il à terme ? Réunis à Sarrebourg (Moselle) les 18 et 19 avril derniers, les adhérents du syndicat ont pris acte de l'érosion de leurs effectifs. Créé en 1918, le syndicat comptait, dans les années 60, 12 000 adhérents contre 1 500 aujourd'hui. « La fonction d'instituteur secrétaire de mairie évoque une époque révolue. Les jeunes instituteurs refusent de s'investir dans un emploi accessoire, même rémunéré. Leur refus va de pair avec la désertification des campagnes se manifestant par la fermeture des écoles rurales », déclare Christian Debert, secrétaire général national. Le Congrès national, à Sarrebourg, s'annonce ainsi comme l'un des derniers. L'an prochain, les instituteurs secrétaires de mairie se réuniront en assemblée générale dans le Loiret. Les statuts seront revus, les moyens réduits avec une baisse du nombre de leurs conseillers nationaux, mais la structure continuera à fonctionner. « Pour défendre les intérêts de nos collègues âgés aujourd'hui de la quarantaine », déclare Christian Debert, qui exerce ses fonctions dans la commune de Tortequesne (Pas-de-Calais) depuis vingt ans.

Il est loin le temps où l'instituteur constituait une personnalité incontournable dans un village. La loi de 1886 sur l'école laïque et obligatoire lui avait même reconnu un rôle social en stipulant que les instituteurs de village pouvaient exercer les fonctions de secrétaires de mairie. Cette perte de vitesse a commencé avec les arrêtés ministériels de février 1971 ouvrant la possibilité à l'ensemble des fonctionnaires de l'Etat d'exercer des fonctions administratives dans des communes rurales. Ainsi, de nombreux employés de perception ou de préfecture exerçaient des fonctions de secrétaires de mairie.

Reproduction offi-cieuse ainsi, de
Centre de secrétaires de mairie
du C.F.C. Toute nouvelle reproduction
nécessite l'autorisation préalable du C.F.C.

Une autre donnée s'ajoute à ce contexte législatif : « Jusqu'à dans les années 80 peu de personnes souhaitaient travailler dans une petite commune. Les mairies étaient satisfaites d'employer des instituteurs. La fonction se complexifiant avec l'augmentation des responsabilités, elle gagne en attractivité alors qu'au départ elle n'était qu'un emploi accessoire », explique Christian Debert. Depuis les années 70, d'autres employés sont arrivés dans les communes et ont cherché à se fédérer. Le Syndicat national des secrétaires de mairie créé en 1989 a donc pris le pas sur celui regroupant les instituteurs secrétaires de mairie. « A la demande de l'Association des maires de communes rurales, nous avons essayé de nous rapprocher du Syndicat national des secrétaires de mairie. Mais cette demande s'est heurtée à leur refus. Nous constituons une concurrence pour eux. Je les comprends. Leur combat consiste à faire de la fonction de secrétaire de mairie un métier à part entière avec des statuts précis », conclut Christian Debert.

Christiane de Dianous

Emmanuelle Piriou

Tout ce qui
est en gras
est en italique
© Le Livre

Le Livre
est en gras
est en italique
© Le Livre

Reproduction effectuée par :
Centre de Gestion 93 000 000 000
du C.F.C. Toute reproduction
nécessite l'autorisation de l'éditeur.